

LE COSMO-COLONIALISME FINANCIER

JACQUES MILHAU *

L'hypothèse semble pouvoir être avancée aujourd'hui du déploiement colossal d'un cosmo-colonialisme innovant, consubstantiel à la mondialisation du grand capital financier. Formes anciennes du colonialisme classique-militaires, territoriales et administratives-s'enchevêtrent avec des formes nouvelles, universalisées, aux caractères d'intrusion économique, d'influences politiques, d'ingérence agressive et d'intégration forcée dans la financiarisation dominante. Sous les apparences trompeuses d'une indépendance politique, d'une intégrité territoriale et de la souveraineté nationale, tous les États sans exception sont ainsi diversement assujettis à l'ordre international des marchés financiers. De multiples résistances à cette hégémonie se lèvent. Elles clarifient les enjeux, elles esquissent des objectifs émancipateurs. Mais long et rude sera sans doute le chemin de la décolonisation géopolitique et financière à l'échelle de la planète.

Postcolonialisme ? N'est-ce pas un abus des mots ?
Néocolonialisme ? N'est-ce pas trop peu dire encore pour désigner ce qui investit désormais toute la planète ?
Nous vivons en réalité l'entrée spectaculaire dans l'ère du cosmo-colonialisme.

Tout aussi bien, l'imposture postcoloniale, lieu commun de l'idéologie néolibérale, occulte remarquablement la donnée majeure du moment : celle d'un hypercolonialisme planétaire, d'un colonialisme omniprésent, à la fois unicentré et multiforme, qui met tous les pays du monde sous la coupe du capitalisme financier. Cette universalisation du rapport colonial, - domination/ subordination - , tend à devenir la forme principale sous laquelle le genre humain vit concrètement et douloureusement, pour le meilleur peut-être par certains côtés dits civilisateurs, pour le pire assurément à l'heure

* PHILOSOPHE

où la compétitivité productiviste et spéculative touche les limites du pensable et du vivable, où les catastrophes écologiques pourraient conduire à la fin de l'humanité civilisée.

Le colonialisme n'est certes pas derrière nous, révolu ou anachronique s'il subsiste encore. Il rebondit à grande échelle et rénové, au terme d'un long processus d'assujettissement dont on aurait pu croire qu'il aurait disparu avec le libre essor de tous les pays récemment émancipés. Il est plus que jamais présent, régénéré à travers son extension internationale, sous la direction d'une oligarchie tentaculaire, supranationale, apatride ou cosmopolite. Il incarne la gestation d'un empire mondial économique et financier que dès 1945 James Burnham envisageait sous autorité américaine.

Le fait colonial, historique en son fond, a évolué, sans connaître jusqu'alors de fin véritable et définitive. Il se transforme maintenant en profondeur sans que l'on puisse en limiter le sens à celui d'une simple reconquête, par d'autres cheminements, de possessions et dominations perdues, d'une sorte de récupération en forme de revanche.

12

La donnée nouvelle inédite est celle d'une conjonction étroite, voire d'une connexion foncière entre la globalisation financière du système économique du capitalisme et la mise sous tutelle coloniale de tous les pays du monde sans exception, en un inextricable enchevêtrement. Pour tout dire, l'actuel empire financier supplante toutes les autres formes de capitalisme avec le concours complaisant de la plupart des grands États. Sans possessions territoriales attribuées comme naguère, ceux-ci mettent leur gouvernement à son service et aménagent les conditions internes et externes de ses dominations et de sa pérennité. Ils recourent à de nouvelles formes de colonisation inavouées, tacites, en quête d'ingérences diverses et d'influences politiques pour assurer la concurrence non faussée dans la course aux parts de marché et à la libre extorsion des capitaux en tous lieux.

Les formes advenues de ce cosmo-colonialisme en mouvement associent l'ancien et le nouveau selon les circonstances, leurs contraintes et leurs opportunités. Aussi est-il fortement différencié, affirmé à des degrés divers selon les pays, souvent développé en interférences du fait de la rivalité des plus puissants dans le partage capitaliste du monde et des réseaux d'inféodation inégale englobant tous les autres États. Mais quoi qu'il en soit de ses diverses manifestations localisées, il n'en reste pas moins global par essence. Cette réalité sans précédent est celle d'une emprise mondiale du capital-argent, de ses institutions et moyens d'action sur l'ensemble des peuples, des nations et États, et au bout du compte sur tous les êtres humains.

Autrement dit, après les développements plus ou moins disséminés et successifs du capitalisme, commercial d'abord, puis industriel, postindustriel, informationnel aujourd'hui, spéculatif autant sinon plus que matériellement productif, le capitalisme contemporain, cette hydre aux innombrables têtes, effectue un bon qualitatif sans équivalent, à la fois dans ses formes et ses contenus. Il déploie tous azimuts une spécieuse « démocratie du gain » selon l'expression d'Alain Badiou, qui traduit implicitement en actes un nouveau « pacte colonial » d'asservissement financier et géopolitique de tous les pays.

Telle est, semble-t-il, la thèse ou l'hypothèse qui mérite, un examen sérieux, à la double implication théorique et pratique. Abstraitement encore, il s'agit, dans l'unification en cours, d'un remailage colonisateur du monde, objet de compétitions implacables entre grandes puissances, décadentes ou montantes, entre mastodontes économiques et financiers de la gigantomachie moderne qui dominent et écrasent les hommes, vassalisent les États. Concrètement ce cosmo-colonialisme éminemment complexe et changeant expose des formes hybrides, composites, voire contrastées en fonction des lieux où il s'investit, selon leur histoire, les atouts et limites qu'il présente ici et là, selon les aléas des développements propres à chacun. Si bien que c'est avec prudence, réserves et prédispositions aux objections non seulement possibles mais bienvenues pour l'intelligence de notre époque que cet examen peut être entrepris. Mais sans doute celui-ci n'en reste-t-il pas moins impérieux puisque le devenir du colonialisme actuel paraît désormais faire corps avec la phase nouvelle du capitalisme dont nous subissons les multiples crises. Car la question cruciale de son dépassement n'est-elle pas posée et de plus en plus partagée, qui serait aussi celui de l'un de ses principaux opérateurs, le cosmo-colonialisme ?

13

Misères de la décolonisation

Convenons d'abord que le cours des événements qui succédèrent aux luttes victorieuses de libération nationale n'ont répondu ni à la préconisation de la « décolonisation » par Frantz Fanon, ni à cette montée universelle en humanité qu'escomptait Amilcar Cabral, ni à l'exigence formulée par Modiba Keita de « passer à une nouvelle action pour assurer l'avenir des peuples récemment émancipés ». Il n'en est malheureusement resté, selon Achille Mbembe que « le crâne d'un parent mort »¹.

¹ *Sortir de la grande nuit - Essai sur l'Afrique colonisée*, La Découverte, 2010.

Les leaders des mouvements nationaux disparus plus ou moins tragiquement, les empires déchus ont pu reprendre la main sous le label du néolibéralisme. De nouveaux pouvoirs à la légalité parfois douteuse, tenus par de nouvelles élites dotées du prestige des combattants de la libération, ou enrichis par la reprise des biens coloniaux, se sont prêtés par intérêt de classe ou de clan aux compromissions avec les anciens dominateurs. Profiteuses et corrompues, celles-ci ont perverti les institutions républicaines transformées en autocraties sanguinaires à tendance dynastique. Zélés serviteurs et bénéficiaires des attractions néolibérales de l'Occident, ces satrapes et grands négociants ont vécu, dès lors, des prébendes acquises grâce au commerce des armes, au détournement des aides extérieures mais surtout du fait des commerces métropolitains d'extraction, d'exportation ou du tourisme exotique, substitués de spoliations coloniales d'antan. Quelle autre preuve de l'impasse de toute démocratie-croupion, réduite à l'élection et dans laquelle la souveraineté populaire ne trouve jamais son compte !

14

Ainsi l'unité anticoloniale initiale s'est-elle défaite, les divisions sociales ont-elles prédominé à l'avantage des nouveaux privilégiés de la fortune, des détenteurs des pouvoirs civils et militaires, matériels et symboliques. Les intérêts particuliers ont divergé, les rivalités se sont aiguisées, le clientélisme, la corruption, la répression et la délinquance ont contaminé la vie sociale.

Malgré la tentative avortée de créer un puissant Mouvement des pays non-alignés (MPNA) en temps de guerre froide, les projets d'avenir n'ont connu que l'échec. La Charte de l'ONU n'a pas été respectée, concernant la libre disposition de chaque nation, la non-ingérence, la résolution des conflits par la seule négociation, la coopération pacifique opposée aux blocs comme aux bases militaires étrangères. Cet échec ne tint pas seulement à l'hétérogénéité de ce mouvement ou à la pression néolibérale sur les États. Celui-ci est principalement imputable à la perpétuation séculaire d'un état d'infériorité coloniale qui rebondit aujourd'hui sous d'autres formes. Des États totalement démunis après des décennies d'« œuvre civilisatrice » n'ont pu assumer les tâches d'un développement endogène d'intérêt général. Ils n'ont point reçu des pays riches les moyens d'y pourvoir vraiment. Leur attente d'une authenticité solidarité est restée vaine et n'est pas mieux satisfaite aujourd'hui.

La réalisation des objectifs du Millenium contre la pauvreté, la maladie, la misère est par exemple bien trop lente pour pouvoir tenir les échéances. L'économiste Samir Amin dit bien ce qu'il en est : « le pillage des ressources matérielles du Sud qu'exige le modèle de consommation gaspilleuse au bénéfice exclusif des sociétés opulentes du Nord annihile toute perspective de développement digne de ce nom pour les peuples concernés ».

Ainsi les anciennes colonies, en indépendance apparente seulement et maintenues dans le sous-développement, subissent impunément la dilapidation de leurs richesses, - matières premières, minières, agricoles et sylvestres, l'accaparement par l'étranger de leurs terres arables ou rares, expropriées, louées ou achetées avec la complicité des satrapes, les exportations lucratives et des importations de produits finis vendus au prix fort. Tout cela provoque ce que le prix Nobel de chimie, P. Crutzen, appelle « l'anthropocène ». Celle-ci sape les conditions territoriales du progrès humain, maintenant les populations rurales et urbaines de ces pays dans le dénuement, dans la précarité, le chômage, la misère, la maltraitance sanitaire et culturelle, bien en deçà des indices établis de développement humain (IDH).

L'état de choses en ces territoires perdus et souvent désertés par les anciens colons ne s'explique pas tant par la rancœur des « petits Blancs » ou l'esprit de revanche des grands dépossédés qui ont sévi naguère que par la logique expansive du capitalisme mondialisé et financiarisé. Certes des nostalgiques pleurent les temps des indigénats, de la sous-citoyenneté des colonisés, exploités, dépouillés, humiliés et néanmoins recrutés en cas de guerre, réprimés enfin lorsqu'ils se rebellaient. Ils refusent toute repentance, entretiennent le mythe de « la mission civilisatrice » des métropoles qui n'ont pourtant laissé à leurs sujets d'antan que le triste héritage du sous-développement. Ces négationnistes ou révisionnistes justifient les nouvelles ingérences, en opposant ladite modernité occidentale et ses progrès prestigieux aux traditionalismes tenus pour figés et démodés d'autochtones jugés inaptes à la démocratie et au développement. Ce sont pour le moins des propos déplacés alors que les « *postcolonial studies* » mettent bien en exergue les brassages humains, les hybridations culturelles et les symbioses inédites, effets de la mondialisation et ferments de revendications égalitaires en expansion.

Des années d'ingérence néocoloniale, de pénétration capitaliste des économies locales, d'autocratie, de guerres intestines délibérément entretenues, de spoliations et de paupérisation ont fait monter les désillusions populaires, les intégrismes religieux compensateurs et le terrorisme. Les espérances libératrices se sont dissoutes dans le vide idéologique de la résignation ou dans ces impasses sans retombées bénéfiques pour les autochtones.

De fait, les prolongations réactualisées des colonisations passées se jouent maintenant dans la voie d'une subordination et intégration de ces pays subalternes dans le vaste système libre-échangiste du capitalisme financier aux multiples implications économiques, réelles ou virtuelles. Des recolonisations en chaîne se

sont effectuées, plus ou moins occultes mais véritables prothèses du monde dominant en crise. Le fonctionnement planétaire de ce système désormais hégémonique, impose d'abord à ses périphéries absorbées des contraintes d'efficacité marchande dures à supporter, mais sans lesquelles il ne pourrait effectuer ni ses ponctions utiles, ni transporter vers le Sud ses productivités, y externaliser ses difficultés, y étendre ses marchés, à défaut d'opérer des transferts technologiques pour une aide effective au développement et au bien-être de populations soi-disant décolonisées.

Pour préserver cette hégémonie retrouvée au profit de l'impérialisme financier, les États libéraux, ses fidèles auxiliaires, ont couvert des années durant les autocraties violentes et impopulaires ; ils le font encore s'ils le peuvent. Et lorsque les protestations massives d'aujourd'hui en pays arabes revendiquent la liberté, la dignité, le mieux-être et la démocratie, ils louvoient, s'adaptent aux nouvelles données non pour les stimuler mais pour les orienter vers des formes restreintes de démocratie contingentée ménageant les champs de leurs influences et intrusions de tous ordres. Preuves en sont données avec l'éloge par Obama de la « révolution du jasmin » mais aussi par les interventions militaires en Libye ou en Côte d'Ivoire ou avec la mise sous tutelle militaro-humanitaire d'Haïti. « La communauté internationale » (sic) et ses « gouvernances » surajoutées tiennent toujours deux fers au feu, le « *soft power* » agissant de préférence par influence sur les élites des pays dominés, dans le cadre de leurs institutions, l'action armée tirant par ailleurs parti des discussions ou dissensions internes en divers pays, sous couvert de protéger les populations civiles, pour retrouver la stabilité qui doit garantir la défense des intérêts capitaliste perturbés par les événements.

16

Vers le néocolonialisme généralisé

Il faut se rendre à l'évidence, l'hégémonisme à la mode coloniale revue et corrigée devient aussi et surtout le modèle général des stratégies économiques des oligarchies financières et des instances géopolitiques. Les pays développés qui concentrent plus de 80 % des productions mondiales et accumulent l'essentiel des profits capitalistes, les pays émergents aussi sont de plus en plus traités en États dépendant des marchés financiers, ne serait-ce que par leurs dettes publiques, en États subordonnés, dépossédés de leur souveraineté. Cédant aux diktats des directoires internationaux ou régionaux sans légalité propre, leurs régimes de démocratie tronquée deviennent les subsidiaires de ces oligarchies financières ou de technocrates supranationaux. Les transactions bancaires, les multinationalisations, leurs connivences étatiques, les soumissions

aux marchés s'y déploient et s'y étendent non sans de sérieuses vicissitudes. Car les expansions transfrontalières de ces marchés et les stratégies communes de compétitivité maximale suscitent, aggravent les déficits et les endettements, alourdissent les remboursements de dettes et intérêts, rendent les crises successives de plus en plus en plus profondes. Tels sont les effets mondiaux des politiques imposées de restriction des dévalorisations patronales et managériales du travail au profit du capital, de ses laquais, des gros actionnaires boursicoteurs et spéculateurs, redoutant avant tout les obstacles à la libre entreprise et aux marchés financiers.

Jadis, Lénine avait déjà constaté dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, la nouveauté de ce qu'il appelait des « semi-colonies », dont l'apparition consacrait la victoire ultime du capitalisme financier à l'échelle mondiale. Mais il n'en soupçonnait sans doute pas l'actuelle généralisation qui affecte tous les pays. Il n'en désignait pas moins « les formes variées de pays dépendants qui nominalement jouissent de l'indépendance politique, mais qui en réalité sont pris dans les filets d'une dépendance financière et politique ». Une gigantesque sphère financière aux mouvements incontrôlables enveloppe en effet le globe tout entier, étouffe et dissout la souveraineté des nations, grandes ou petites, instrumentalise leurs régimes politiques, qu'ils soient démocratiques ou non, assigne à leurs institutions une gestion des intérêts privés qu'elle conforte.

Cette donnée générale est d'autant plus prégnante qu'interviennent les principaux agents de l'impérialisme colonisateur qui passent alternativement du public au privé, du privé au public, comme du financier à l'économique ou au politique, du politique à l'économique et au financier. Cette osmose continue qui fait fusionner les personnels de ces trois instances en une caste oligarchique est aujourd'hui le mode de fonctionnement de notre système mondial.

Sans doute n'est-ce pas par hasard du reste que, sous ce régime général de dépendance financière, se banalise subrepticement la notion nébuleuse de « postdémocratie ». Qu'en penser au regard de quelques références éloquentes ? En premier lieu on peut invoquer à titre de dépendance coloniale globale la récente adoption européenne du Pacte de l'euro préfigurée par le projet franco-allemand de Pacte de compétition, prévoyant le pré-examen des budgets nationaux par la Commission de Bruxelles et conseillant d'insérer dans les Constitutions comme « règle d'or » l'obligation d'appliquer continûment des politiques d'austérité. Et rappeler aussi que la Banque centrale européenne (la BCE souveraine) impose ses orientations libérales aux différentes banques de l'Union européenne. Ce n'est donc pas sans motif que John Monks,

alors secrétaire de la Confédération européenne des syndicats a pu alerter les travailleurs sur le danger que l'Europe « devienne une puissance quasi coloniale intervenant dans la formation des salaires et en dérégulant les systèmes de négociation collective ». Sur ce continent comme ailleurs, les pouvoirs établis, politiques et financiers, font tout pour « rassurer les marchés » selon la formule désormais consacrée. Car la sécurité des transactions financières, leur prospérité présupposent ce qui conditionne leur libre cours sans entrave ni restriction, tout à la fois la baisse des niveaux de vie qui restreint les consommations, la dérégulation des marchés du travail, sa précarisation, l'étouffement des droits sociaux, une TVA sociale substituée aux cotisations professionnelles et l'indexation de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie.

Mais cet euro-colonialisme déjà bien avancé, s'expose lui-même à son absorption dans une colonisation financière intercontinentale prévue pour 2015 avec l'ouverture d'un grand marché transatlantique à construire sur le modèle du droit américain, et non plus européen. Cette future intégration économique-financière à prédominance américaine sera très probablement le préalable, comme il en a déjà été pour l'Union européenne, à la constitution d'un bloc américano-européen, à la fois politique, juridique économique et militaire avec l'OTAN, doté d'une assemblée transatlantique et peut-être d'une gouvernance appropriée. Quant au fond, il s'agirait de la mise en place de colonies occidentales de consommation dominant elles-mêmes à plus grande échelle encore les ressources extraites et exportées de la périphérie satellisée. Celle-ci ne fait-elle pas déjà l'objet, en ce qui concerne l'Afrique et le Proche-Orient, d'un projet d'intégration intermédiaire avec la formation d'une Union pour la Méditerranée dont il n'y a guère mieux à attendre que de la désastreuse Françafrique qui perpétua si remarquablement la tradition colonialiste.

À tout prendre le cosmo-colonialisme en gestation a la configuration de colonisations en gigogne sous ses aspects soi-disant contractuels, si l'on fait abstraction des fluctuations historiques qui peuvent redistribuer les cartes et en transformer la texture.

L'Empire collectif anonyme

Ainsi sommes-nous progressivement insérés dans un système dont la logistique financière porte en elle l'entière complexité de réseaux interdépendants mais non sans conflits ni instabilité. Nous sommes tous des colonisés en quelque mesure, quoique inégalement sans doute sur l'échelle des emprises financières. Nos appartenances sont différentes, nos dépendances sont statutairement distinctes et

plus ou moins dégradantes, ainsi que nos situations de colonisés - colonisateurs pour ainsi dire. Mais un destin commun peut nous rendre solidaires pour la reconquête de souverainetés bafouées et plus encore pour celle d'une suprématie démocratique et citoyenne sur les concours économiques et financiers, dûment contrôlés sinon décidés en commun, à l'essor de la vie sociale et à l'épanouissement de tous

La conjonction planétaire est donc bien réelle d'un colonialisme intégral et hyperbolique, d'un hypercolonialisme transfiguré qui combine annexions plus ou moins manifestes, tutelles aux formes variées, pseudo partenariats et coopérations en trompe-l'œil. L'ensemble se ramène au seul maître d'œuvre difficilement déterminable, « l'impérialisme collectif », interactif, oligarchique et hiérarchisé dans la répartition des diverses fonctions et finalités qu'il requiert. Car l'armature du système financier qui sous-tend les activités du monde n'est pas sans interventions humaines. C'est la logique omnipotente du capital financier qui régit notre univers et en impose les mécanismes de gestion. Mais ce sont les pensées et les actions d'êtres humains qualifiés qui sont toujours requises *hic et nunc* pour que la machine économique et financière puisse tourner, pour que la domination économique s'exerce et les gouvernances politiques s'imposent. Tel est le paradoxe de cet impérialisme collectif cosmo-colonial : son poids de réalité historiquement acquise transcende les sociétés, les hommes, leurs compétences et leurs pouvoirs. Mais son efficacité est œuvre humaine, effet de ce qui fait vivre les échanges matériels et symboliques de tous les marchés existants : le travail producteur et productif, le fonctionnement d'appareils publics ou privés tenus par des agents avertis qui sont en même temps des usagers, des clients, des consommateurs.

Ne nous y trompons pas, cet univers financier qui irrigue tous les champs d'activité sociale, d'échanges, de jouissance personnelle des biens et services n'est point l'œuvre d'un automate diabolique. Dépendants inéluctablement des imprévisibles allées et venues instantanées de capitaux, ce sont des hommes qui sont aux télécommandes de leur circulation – investissements, désinvestissements, réinvestissements selon les variations de leurs taux d'intérêt, des distributions, redistributions des profits. Cette omniprésence humaine est multiforme et hiérarchisée. Elle va des puissantes oligarchies financières, des élites politiques et commis d'État, des grands propriétaires capitalistes ou détenteurs de monopoles internationaux, des grands managers ou puissants actionnaires qui jouent aux Bourses jusqu'au monde des agents d'exécution, salariés et payés au résultat, courtiers, traders et autres spécialistes des « affaires ».

Pourtant l'accoutumance est telle que nul ne s'étonne de la façon banale d'évoquer les marchés financiers comme des personnes « nerveuses », « inquiètes » lorsqu'elles enjoignent aux États, par le truchement des agences privées de notation ou par intervention directe, de prendre des mesures pour les « rassurer ». Ce traitement des mécanismes financiers en occulte les exécutants rétribués et plus encore de puissants donneurs d'ordres. À la différence des vedettes de la scène politique ou plutôt du théâtre de marionnettes, ceux-ci restent anonymes. Ils opèrent toujours incognito sans que soient jamais dévoilés non plus leur organisation ni le pouvoir monétaire qui leur confère une autorité de caste souveraine sur les États.

Il faut donc toujours compter avec les moyens d'action de tous ces décideurs et de leurs adjoints, de ceux aussi qui ont substitué naguère le dollar à l'étalon-or, et qui, décrétant de concert la libre circulation des capitaux sous la pression des marchés, ont provoqué l'emballement du capital financier jusqu'aux crises actuelles. De même comptent dans l'ordre du cosmo-colonialisme ces auxiliaires que sont les gouvernements et leurs administrations ainsi que ces dirigeants du commerce et de l'industrie qui exploitent et spolient ceux chez qui ils s'implantent et font leurs affaires.

20

Il n'est point de main invisible, pas davantage d'apprenti sorcier. La gigantomachie postmoderne du capital circulant comme numéraire, qui confronte des intérêts opposés sur les marchés financiers, est de nos jours la vaste orchestration de l'accumulation des rentes et des profits d'un côté, la paupérisation généralisée de l'autre. Dans toutes nos sociétés, tout est devenu matière à marché public ou privé, ou tend à le devenir, exigeant le champ libre à tout moment et en tout lieu pour la concurrence « non faussée », indéfiniment si faire se peut. Mais tout devient aussi objet d'humiliation quasi coloniale pour tous les peuples de la terre. Les deux évolutions mondiales de l'impérialisme financier et du cosmo-colonialisme ne vont pas l'une sans l'autre, comme l'endroit et l'envers d'une même chose. Aussi sont-elles l'unique donnée d'une même problématique, d'un même enjeu crucial d'un même défi : la délivrance postcapitaliste et postcoloniale d'une humanité assujettie au règne de l'argent et à la domination de ses principaux détenteurs et gestionnaires.

Firmes multinationales, marchés financiers, agences de notation soutenus doublement par les institutions internationales, financières et politiques s'ingénient à accumuler le capital en exploitant l'univers. Les faux-semblants de l'impulsion, au Nord du développement durable, de l'aide au développement dans le Sud, d'une pseudocoopération internationale en façade ne servent qu'un néocolonialisme élargi et camouflé. Celui-ci bafoue les droits

universels à l'indépendance, la souveraineté et à la non-ingérence pour lesquels des générations de militants, de combattants ont sacrifié leur vie. L'actuelle opération d'intégration mondiale inégalitaire et concurrentielle dans un même système de domination va en sens contraire des objectifs de véritable coopération – modernisation partagée d'intérêt mutuel, égalisation par le haut des conditions d'existences nationales interactives et solidaires, dans le respect réciproque entre chacune et le concours approprié de toutes. Réalité cynique contre utopie crédible !

Nous vivons ainsi le paradoxe d'un système de rapports sociaux et de relations interpersonnelles universellement fétichisés en rapports d'argent sous forme de capital, de rémunérations salariales ou libérales, dans lesquels se trouvent aliénées les données anthropologiques propres à toute existence humaine. Or il conviendrait bien pourtant que celle-ci soit toujours jugée en elle-même et pour elle-même, non à l'aune d'une solvabilité dans les échanges monétaires et mercantiles, substituts mystificateurs de toute anthroponomie émancipatrice. Ainsi la reproduction sociale des conditions d'existence et la régénération humaine des individus tombent-elles présentement sous la coupe du capital financier tentaculaire qui fait régner partout l'inégalité des conditions et l'aliénation des dispositions à la liberté réelle.

21

Pour un anticolonialisme radical

Cette suprématie financière secondée par les États qui en sont les bras séculiers, n'est pourtant pas la fin de l'histoire. La perspective postcapitaliste et donc ultérieure au cosmo-colonialisme n'est pas dénuée de sens pour ceux qui résistent, peuples du Sud et mouvements sociaux du Nord, « Indignés », voire insurgés de tous les pays si rudes que soient leurs luttes. Même si un long chemin sera sans doute à faire avant de triompher mondialement de l'adversaire, des exigences sont déjà bien formulées, des pistes ouvertes, des actions entreprises qui se recourent et tendent à s'associer.

Qu'il s'agisse du programme d'ATTAC, du Manifeste des économistes atterrés en France, des objectifs de nombreuses organisations syndicales ou de partis progressistes, la transformation émancipatrice du monde, l'amélioration de la condition humaine en chacun, sont de grands enjeux que leurs publications invitent à partager. Corrélativement, certains États périphériques veulent défaire ce par quoi les choix géopolitiques des années 1980 ont provoqué l'emballement de la finance et du capitalisme effréné. Ils revendiquent l'instauration d'une monnaie commune à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, dont la réserve assumerait

toutes les fonctions requises pour refinancer les Banques centrales en dehors des grands marchés privés. Déjà les pays du Sud ont conquis le droit d'obtenir des crédits d'adaptation sans passer par la Banque mondiale. De grands États opposent à l'hégémonie du dollar leur accord BRICS pour d'étroites coopérations monétaires indépendantes. La nouvelle Alliance bolivarienne pour les Amériques (ALBA) est aujourd'hui suivie de l'édification d'un Marché du Sud (Mercosur), de l'ouverture d'une Banque du Sud et de la création d'une monnaie régionale, le Sucre. Un phénomène semblable émerge dans le Sud-Est asiatique autour du yuan chinois.

L'esprit de Bandoeng va-t-il renaître ? Le Mouvement des pays non alignés (MPNA) peut-il connaître une nouvelle jeunesse en contribuant à la construction d'un nouvel ordre économique et monétaire mondial ?

Quoi qu'il en soit de l'issue des révolutions du monde arabe et de possibles mais incertaines transitions démocratiques exposées aux gros risques de récupération occidentale sous couvert d'un nouveau plan Marshal, leur mérite aura été ainsi de manifester contre les régimes déchus la domination des pays riches dont les forces dirigeantes sont les grands bénéficiaires de l'emprise des marchés financiers, l'aspiration à la dignité (*Karama*), à l'équité et à la démocratie citoyenne et laïque, aux droits des femmes, à la libre migration comme à la réalisation de droits économiques, sociaux et culturels. Bien d'autres peuples peuvent se retrouver dans cette affirmation massive de valeurs universelles, même si les fondements actuels de leurs sociétés ne sont pas encore remis en cause explicitement.

22

La réappropriation de ces divers droits concerne tout autant les pays occidentaux eux-mêmes, ces « semi-colonisés » non moins intéressés à « l'abolition de l'état de chose existant ». Au-delà de mesures d'urgence pour assurer la survie des populations, de grandes mesures doivent être envisagées pour renverser les rapports actuels. Il s'agirait à l'échelle nationale et régionale :

- d'imposer la baisse des taux d'intérêts dans ces pays développés pour orienter désormais les crédits vers des investissements utiles en économie réelle, créateurs d'emplois et de formations, d'innovations et générateurs d'une plus-value disponible pour le financement des services et entreprises publiques, pour la protection sociale et l'essor culturel ;
- de nationaliser l'ensemble des secteurs bancaires, comme ATTAC le programme, de taxer les transactions financières et de pénaliser les produits toxiques ;
- de créer un pôle public de financement pour en finir avec le quasi-monopole des marchés et la prééminence des entreprises privées comme des risques auxquels les sociétés avancées sont exposées ;

– de soutenir l'économie sociale solidaire, contrepartie de l'économie libérale ainsi que le commerce équitable avec les autres pays afin de garantir les revenus de leurs ressortissants, d'assurer leur sécurité alimentaire, faire renaître leurs cultures vivrières et contribuer à leur industrialisation indépendante ;
– et plus encore de mettre en pratique sur toute la planète les dix principes démocratiques de valeur universelle retenus par le Mouvement des pays non-alignés à Bandoeng, dont l'application ne saurait se limiter désormais aux seules nations afro-asiatiques qui participèrent à cette conférence d'Avril 1955.

Toutefois de tels impératifs et d'autres ne seront jamais octroyés par les dominateurs aux intérêts contestés ni par les États serviles. Seules les luttes populaires pourront y répondre, subvertir et renverser les rapports de forces, édifier des démocraties vraiment détentrices non seulement de pouvoirs politiques et judiciaires mais aussi économiques, sociaux et culturels. Par quelles voies, par quelles rencontres, quelles conquêtes ? Rien de cela n'est prévisible en soi, tout sera de l'imprévu à saisir et reprendre pertinemment.

Nulle prédiction n'est possible quant aux aléas de la montée des mouvements populaires, de la convergence de leurs revendications, de leur capacité de substituer par des voies insoupçonnées une démocratie citoyenne innovante aux gouvernances actuelles, nationales et internationales. Mais vaincre le cosmo-colonialisme et donc le grand capital financier dominant, c'est la seule perspective d'avenir pour tous les pays et peuples du monde. Il en dépend la reconnaissance primordiale du bien commun, la renaissance d'une solidarité fraternelle, le progrès des coopérations « globales » levant les écarts entre tous les territoires, toutes les ethnies de la terre. Ne s'agit-il pas en fin de compte de cette « métamorphose de la société » en « société conviviale » grâce à « une politique d'humanité » dont parle Edgar Morin dans son récent livre ² ? Ne serait-ce pas dès lors l'avènement et le développement d'un possible communisme authentiquement démocratique ou de l'histoire nouvelle d'un univers de partage pour le bien-être de chacun et de tous, en un mot, « l'humanisation des circonstances » voulue par Marx ?

Les voies imprévisibles mais plausibles sur lesquelles les mouvements sociaux et leurs prolongements politiques, géopolitiques doivent frayer peuvent être ouvertes et orientées vers des rapports horizontaux surtout et déterminants de la démocratie citoyenne, globale, se substituant en force majoritaire aux rapports verticaux des pouvoirs en place, ceux de l'argent et ceux de l'autorité. Car la

² *La Voie*, 2011, Fayard.

clé des portes de l'avenir ne peut être que la souveraineté populaire en actes imposant une représentation politique fidèle et loyale et exerçant tous ses pouvoirs sociaux pour remettre les choses à l'endroit et disloquer l'ordre cosmo-colonial de l'impérialisme financier.

Relancer l'histoire à l'opposé de la morne et ruineuse répétition de la domination planétaire des marchés, de la dictature de la finance anthropophage, des instances géopolitiques qui assurent sa police, signifie donc relever le défi d'un autre rapport des forces capable de changer un monde qui en a tant besoin.

Août 2011